

Manifestation en Israël contre l'accord israélo-rwandais sur les migrants

@rib News, 08/02/2018 Source i24NEWS Israël : des milliers de manifestants devant l'ambassade du Rwanda contre l'expulsion de migrants. Trois jours après avoir reçu 20.000 avis d'expulsion du gouvernement israélien, des milliers de réfugiés érythréens et soudanais se sont rassemblés devant l'ambassade du Rwanda à Herzliya (photo) pour protester contre le programme gouvernemental d'expulsion de 38.000 migrants africains, a rapporté mercredi le porte-parole de la police.

Les forces de l'ordre ont été déployées sur place pour maintenir l'ordre public, a ajouté la même source. "Nous sommes des réfugiés - nous ne sommes pas des criminels!", scandaient les manifestants, ou encore "Rwanda: Honte à vous!" Cette manifestation visait à condamner le gouvernement rwandais qui aurait conclu un accord secret avec Israël pour accepter d'accueillir des migrants expulsés de force contre 5.000 dollars versés au Rwanda pour chaque migrant. Bien que l'ambassadeur du Rwanda Olivier Nduhungirehe ait catégoriquement démenti ces informations, cet accord est de manière générale considéré comme acquis. Les migrants ont exprimé leur crainte d'être forcés de quitter Israël pour aller dans un pays connu pour son régime autocratique et ses violations des droits de l'Homme. Premiers avis d'expulsion envoyés L'Autorité israélienne de la population et de l'immigration a émis dimanche matin les premiers avis d'expulsion à des milliers de migrants et demandeurs d'asile, amorçant ainsi le programme gouvernemental d'expulsion du territoire israélien de 38.000 migrants. Ces premiers avis d'expulsion ont été délivrés à des hommes célibataires en âge de travailler, sans enfants, demandeurs d'asile dont la requête a été rejetée ou dans l'attente d'un renouvellement de visas (démarche obligatoire tous les deux mois), ont précisée les médias israéliens. Ils auront un délai de 60 jours pour accepter l'offre de l'Etat, ainsi qu'un billet d'avion et 3.500 dollars de dommages. Dans le cas échéant, ils seront mis en détention à partir du 1er avril pour une durée indéterminée. Dans cette note, distribuée dimanche à des migrants africains attendant de renouveler leurs visas au ministère de l'Intérieur de Bnei Brak, il est dit qu'ils seront envoyés dans un pays d'Afrique, non cité, profitant d'un "gouvernement stable". Répondant aux appels d'associations, plusieurs dizaines d'activistes se sont rassemblés vendredi à Tel Aviv devant le théâtre national Habima pour protester contre le programme gouvernemental. Le gouvernement accuse les associations d'entretenir la confusion entre demandeurs d'asile pourchassés pour des raisons politiques et migrants économiques illégaux qui ont fui la pauvreté et constituent - selon lui - la majorité des migrants. députés, intellectuels, activistes La société civile s'est soulevée ces dernières semaines contre ce projet contraignant 38.000 immigrants africains en situation irrégulière à quitter le pays volontairement (vers le Rwanda et l'Ouganda) ou être placés en détention pour une durée indéterminée. Des survivants de la Shoah ont demandé la semaine dernière au gouvernement israélien de renoncer à ce programme, dans une lettre ouverte publiée en anglais par le quotidien Haaretz, à la veille de la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});